

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
	Par porteur ou par la poste, . . .
	Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
	Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## AVIS IMPORTANT

En raison des indispensables économies de papier imposées par les circonstances, tous les abonnements au Journal Officiel souscrits par des entreprises privées et des particuliers sont en principe résiliés à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 1942. Ne pourront être maintenus que les abonnements dont les titulaires pourront justifier qu'ils sont indispensables à l'exercice de leur profession. Ces justifications devront être fournies au Commissaire de France — Cabinet — avant le 20 Août 1942.

Les abonnements ainsi résiliés seront remboursés en partie, suivant le nombre de numéros restant à fournir à la date du 1<sup>er</sup> Septembre 1942.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

- 5 mars — Décret autorisant le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés du Commissaire de France au Togo relatifs aux contributions, taxes et redevances de toute nature autres que les droits de douane. (Arrêté de promulgation n° 381 c. du 13 juillet 1942) . . . . . 466
- 14 mars — Décret relatif à la suspension, pendant la durée des hostilités, de l'application de certaines dispositions de l'article 5, paragraphe 3, alinéa 2, du décret du 2 mars 1910 relatives à l'entrée en jouissance de la solde d'activité des fonctionnaires coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 376 c. du 8 juillet 1942) . . . . . 467
- 9 mai — Arrêté ministériel complétant l'article 3 de l'arrêté du 7 mai 1941 relatif aux frais de régie à percevoir par le service local de l'enregistrement, des domaines et du timbre dans les territoires relevant

du secrétariat d'Etat aux colonies en ce qui concerne les biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale. (Arrêté de promulgation n° 377 c. du 8 juillet 1942) . . . . . 467

- 14 mai — Décret modifiant l'article 66 du code pénal indigène au Togo. (Arrêté de promulgation n° 378 c. du 8 juillet 1942) . . . . . 468

- 22 mai — Décret modifiant les règles d'approbation des arrêtés du Commissaire de France au Togo en matière fiscale. (Arrêté de promulgation n° 382 c. du 15 juillet 1942) . . . . . 468

- Rectificatif au décret du 12 avril 1942 relatif à l'application dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies des décrets du 16 juillet 1941 réglementant, en ce qui concerne les juifs, les professions d'avocat et d'officier public ou ministériel. . . . . 469.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

- 25 mai — N° 1839 s. e. — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, nommant les commissaires du gouvernement auprès des délégués permanents du groupement professionnel du commerce colonial . . . . . 469

25 mai	N° 1850 s. e. — Décision générale du Haut-Commissaire de l'Afrique française, nommant les commissaires du gouvernement auprès des délégués permanents du groupement professionnel de la production agricole et forestière coloniale	469
1 <sup>er</sup> juin	N° 309 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de certains produits	469
3 juin	N° 1983 T. P. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif au recensement, à la circulation et à la vente des véhicules automobiles	470
16 juin	N° 2124 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, habilitant le directeur des transmissions de l'A. O. F. à exercer le contrôle des stations de télégraphie sans fil et des stations de câbles sous-marins sur le territoire de l'A. O. F. et du Togo.	473
22 juin	N° 2230 D. T. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif à la franchise postale concédée aux membres du tribunal fédéral d'honneur de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire	473
25 juin	N° 333 C. F. T. — Arrêté accordant des réductions de tarif de transport en faveur de certaines catégories de voyageurs	473
30 juin	N° 356 A. E. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 414 du 31 juillet 1939 modifiant l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 au sujet de la délivrance gratuite de la quinine préventive	473
30 juin	N° 357 A. E. — Arrêté portant publication des mercuriales officielles fixées par le Haut-Commissaire de l'Afrique française pour le 2 <sup>e</sup> semestre 1942	474
1 <sup>er</sup> juillet	N° 358 A. E. — Arrêté réglementant la délivrance et l'utilisation des cartes d'alimentation	476
2 juillet	N° 360 F. — Arrêté fixant pour l'année 1942 les taux de cession de main-d'œuvre pénale.	476
2 juillet	N° 471 F. — Décision modifiant la décision n° 1 du 1 <sup>er</sup> janvier 1942 fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation	477
3 juillet	N° 362 A. E. — Arrêté portant modification temporaire à l'arrêté n° 285 du 21 mai 1942 réglementant la vente de l'huile d'arachides de bouche au Togo	477
7 juillet	N° 366 I. V. — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le seul territoire du cercle d'Aného	478
7 juillet	N° 367 A. E. — Arrêté complétant la liste des matières, objets, produits et denrées de 1 <sup>re</sup> nécessité annexée à l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940	478
7 juillet	N° 369 A. E. — Arrêté portant création au Togo d'un service de contrôle des prix et des stocks.	478
7 juillet	N° 370 A. E. — Arrêté portant création d'une commission des prix.	478

7 juillet	N° 371 F. — Arrêté portant règlement du compte administratif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1941	479
7 juillet	N° 372 F. — Arrêté portant approbation du budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé, exercice 1942	479
7 juillet	N° 374 C. F. T. — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf	479
7 juillet	N° 375 C. F. T. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 556 du 2 octobre 1931 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement des chemins de fer du territoire du Togo	480
7 juillet	N° 496 T. P. — Décision fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2 <sup>e</sup> semestre 1942	480
9 juillet	N° 501 A. E. — Décision portant nomination du chef du service local du contrôle des prix et des stocks	478
	Rectificatif à l'arrêté général n° 1986 s. e./c. en date du 3 juin 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif au régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique	480
	Personnel	481
	Divers	482

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours	486
Successions et biens vacants	487
Domaines	487
Avis de demande d'immatriculation	487
Avis de bornage	488
Nécrologie	488

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Approbation des arrêtés du Commissaire de France au Togo

ARRETE N° 381 c. promulguant au Togo le décret du 5 mars 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 5 mars 1942 autorisant le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés du commissaire de France au Togo relatifs aux

contributions, taxes et redevances de toute nature autres que les droits de douane.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juillet 1942.

*Pour le gouverneur, commissaire de France au Togo,  
L'administrateur en chef de Saint-Alary,  
inspecteur des affaires administratives,  
chargé de l'expédition des affaires courantes  
et urgentes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le haut-commissariat de l'Afrique française;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation exceptionnelle et provisoire aux dispositions de l'article 74 (§ C) du décret du 30 décembre 1912, le gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française, est autorisé à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés du commissaire de France au Togo, modifiant le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des contributions, taxes et redevances de toute nature autres que les droits de douane lorsque l'incidence de ces contributions, taxes et redevances est susceptible de provoquer une hausse du coût de la vie.

ART. 2. — Les arrêtés ainsi rendus provisoirement exécutoires seront immédiatement transmis par la voie la plus rapide au secrétaire d'Etat aux colonies en vue de leur approbation.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 5 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.*

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,  
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,  
Général BERGERET.*

#### Solde

ARRETE N° 376 C. promulguant au Togo le décret du 14 mars 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 14 mars 1942 relatif à la suspension, pendant la durée des hostilités, de l'application de certaines des dispositions de l'article 5, paragraphe 3, alinéa 2, du décret du 2 mars 1910 relatives à l'entrée en jouissance de la solde d'activité des fonctionnaires coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1942.

P. SALICETI.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'application des dispositions prévues au paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 5 du décret du 2 mars 1910 limitant à six mois le droit à la solde d'activité pour les fonctionnaires nommés en France et maintenus dans la métropole par ordre spécial du secrétaire d'Etat aux colonies est suspendue pendant la durée des hostilités.

Les intéressés pourront être appelés à servir en France et percevront, dans ce cas, les émoluments prévus dans cette position.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat à l'aviation, secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 14 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,  
secrétaire d'Etat aux colonies, par intérim,  
Général BERGERET.*

#### Biens séquestrés

ARRETE N° 377 C. promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 9 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté du 7 mai 1941, promulgué au Togo le 4 juillet 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 9 mai 1942 complétant l'article 3 de l'arrêté du 7 mai 1941 relatif aux frais de régie à percevoir par le service

local de l'enregistrement, des domaines et du timbre dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies en ce qui concerne les biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 23 mars 1941 relative à l'administration et à la liquidation des biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté du 7 mai 1941 relative aux frais de régie à percevoir par le service local de l'enregistrement, des domaines et du timbre, dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

#### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le dernier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté du 7 mai 1941 susvisé est complété comme suit :

« Le gouverneur général ou le gouverneur pourra fixer le montant maximum des remises que chaque receveur ou fonctionnaire chargé des séquestres pourra recevoir annuellement ».

Fait à Vichy, le 9 mai 1942.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIÉ.

#### Justice indigène

ARRETE N° 378 c. promulguant au Togo le décret du 14 mai 1942.

#### LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

#### COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 27 avril 1941 instituant un code pénal indigène pour le Togo, promulgué au Togo le 23 juin 1941;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 14 mai 1942 modifiant l'article 66 du code pénal indigène au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo, modifié par le décret du 5 mai 1926;

Vu le décret du 27 avril 1941 instituant un code pénal indigène, pour le Togo;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article 66 du code pénal indigène institué pour le Togo, par décret du 27 avril 1941, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 14 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,*  
*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLEMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIÉ.

#### Approbation des arrêtés du Commissaire de France au Togo

ARRETE N° 382 c. promulguant au Togo le décret du 22 mai 1942.

#### LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

#### COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo modifié par décret du 21 février 1925;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 5 mars 1942 autorisant le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, à rendre provisoirement exécutoires les arrêtés du Commissaire de France au Togo relatifs aux contributions, taxes et redevances de toute nature autres que les droits de douane, promulgué au Togo le 13 juillet 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'approbation des arrêtés du Commissaire de France au Togo en matière fiscale.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 juillet 1942.

*Pour le gouverneur, commissaire de France au Togo,*  
*L'administrateur en chef de Saint-Alary,*  
*inspecteur des affaires administratives,*  
*chargé de l'expédition des affaires courantes*  
*et urgentes,*

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de France au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925 et notamment son article 5;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 5 mars 1942, autorisant le Haut-Commissaire de l'Afrique française à rendre provisoirement exécutoires certains arrêtés du Commissaire de France au Togo;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 5 du décret du 23 mars 1921 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le mode d'assiette, la quotité et les règles de perception des contributions, taxes et redevances de toute nature, autres que les droits de douane et d'octroi de mer, sont établis par le Commissaire de France en conseil d'administration.

Les arrêtés ainsi pris ne sont exécutoires que lorsqu'ils ont été approuvés :

1° — par le Haut-Commissaire de l'Afrique française en conseil de gouvernement lorsqu'ils concernent :

- a) les impôts directs;
- b) la quotité des impôts indirects;

2° — par le secrétaire d'Etat aux colonies, lorsqu'ils concernent le mode d'assiette et la perception des impôts indirects.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 22 mai 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le gouverneur général,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
BRÉVIÉ.

## Juifs

DECRET du 12 avril 1942 relatif à l'application dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies des décrets du 16 juillet 1941 réglementant, en ce qui concerne les Juifs, les professions d'avocat et d'officier public ou ministériel.

Rectificatif au J. O. Togo du 16 juin 1942 — page 414, 2<sup>e</sup> colonne, 27<sup>e</sup> ligne :

*Au lieu de :*

« . . . au garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et commissaire général aux questions juives . . . ».

*Lire :*

« . . . au garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et au commissaire général aux questions juives . . . ».

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Groupements de commerce et de la production agricole et forestière

#### Commissaires du gouvernement

Par décision n° 1839 S. E. du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 25 mai 1942, le directeur des services économiques du gouvernement général de l'Afrique occidentale française est désigné comme commissaire du gouvernement auprès du délégué général permanent du commerce colonial.

Les chefs des bureaux économiques des colonies de la Guinée, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Niger et du commissariat de France au Togo, sont nommés commissaires du gouvernement auprès du délégué permanent du groupement du commerce dans leur colonie ou territoire.

L'adjoint au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances est nommé commissaire du gouvernement auprès du délégué permanent du groupement du commerce pour le groupe Dakar, Sénégal, Mauritanie.

Les commissaires du gouvernement sus-désignés entreront en fonction à la date de publication de la présente décision.

Par décision n° 1850 S. E. du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 25 mai 1942, le directeur des services économiques du Haut-Commissariat de l'Afrique française est désigné comme commissaire du gouvernement auprès du délégué général permanent de la production agricole et forestière.

Les chefs des bureaux économiques des colonies de la Guinée, du Soudan, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Niger et du commissariat de France au Togo, sont désignés comme commissaires du gouvernement auprès du délégué permanent du groupement de la production agricole et forestière de leur colonie ou territoire.

L'adjoint au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances est désigné comme commissaire du gouvernement auprès du délégué permanent du groupement de la production agricole et forestière pour le groupe Dakar, Sénégal, Mauritanie.

Les commissaires du gouvernement sus-désignés entreront en fonction dès la date de parution de la présente décision.

#### Déclaration des stocks

ARRETE N° 309 A. E. prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de certains produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des

ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Le conseil d'administration, entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks des produits ci-dessous désignés :

Huile de palme, Palmistes,  
Coprah, Amandes de karité,  
achetés par le commerce à la date du présent arrêté et non exportés devront faire l'objet par les détenteurs de déclarations obligatoires.

ART. 2. — Ces déclarations seront adressées dans les 24 heures à Lomé à l'administrateur-maire et dans l'intérieur du Territoire aux commandants de cercle ou chefs de subdivision.

Ces déclarations seront transmises au chef du bureau des affaires économiques du Territoire.

ART. 3. — La vérification matérielle de ces stocks peut être effectuée en tous lieux par les officiers de police judiciaire et les agents de la brigade de contrôle des stocks et aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 4. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 1<sup>er</sup> juin 1942.

P. SALICETI.

### Véhicules automobiles

ARRETE N° 1983 T. P. sur le recensement, la circulation et la vente des véhicules automobiles.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté du 13 avril 1935, fixant les modalités d'application du décret du 21 juin 1934 réglementant la circulation routière et les textes ultérieurs le complétant ou le modifiant;

Vu l'arrêté n° 1095 s. r. du 16 mai 1936, fixant les conditions d'application de la loi du 29 décembre 1934, facilitant l'achat de véhicules automobiles;

Vu la loi n° 379 du 14 mars 1942, promulguée par arrêté n° 1707 A. P. du 11 mai 1942;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les véhicules automobiles autres que les véhicules militaires seront jusqu'à nouvel ordre soumis annuellement à un recensement indi-

viduel qui donnera lieu à l'établissement d'une fiche de renseignements dont le modèle est joint au présent arrêté.

ART. 2. — Un papillon détaché de la fiche de renseignements sera collé sur la carte grise du détenteur du véhicule après déclaration faite par ce dernier.

Tout véhicule dont la carte grise ne portera pas ce papillon, ne sera pas autorisé à circuler.

ART. 3. — Le recensement s'effectue au début de chaque année. Les dispositions précédentes concernant l'autorisation de circuler, sont applicables sans restrictions à compter du 1<sup>er</sup> mars.

Par mesure de transition, le recensement 1942 aura lieu dès parution du présent arrêté et les dispositions ci-dessus seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1942.

ART. 4. — L'exemplaire de la fiche de renseignements d'où sera détaché le papillon de contrôle sera conservé au chef-lieu de la colonie intéressée. Le second exemplaire sera envoyé à l'inspection générale des travaux publics à Dakar.

ART. 5. — En cas de changement de propriétaire du véhicule une nouvelle fiche, au nom du nouveau propriétaire, devra être établie annulant la précédente.

ART. 6. — La vente d'un véhicule automobile de charge utile supérieure à 1.500 kgs. devra dorénavant être soumise à autorisation préalable du gouverneur de la colonie. Cette autorisation sera donnée par apposition sur la nouvelle fiche et le papillon correspondant, d'un visa spécial du gouverneur ou de son délégué.

Toute demande d'autorisation devra être faite par lettre au gouverneur de la colonie où a été établie la fiche du véhicule; cette lettre devra être visée du vendeur et de l'acheteur éventuels.

La responsabilité du vendeur et celle de l'acheteur seraient toutes deux engagées, en cas d'inobservation des clauses du présent article.

ART. 7. — Les fiches seront établies et visées par des autorités et dans des centres, désignés par le gouverneur de la colonie, par arrêté pris en exécution du présent arrêté général.

Les propriétaires désirant faire établir les fiches de leurs véhicules, devront les présenter dans ces centres, aux autorités désignées et aux heures et aux dates prévues à l'arrêté précité.

ART. 8. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposent à la réquisition de leurs véhicules et aux peines prévues au titre III de la loi du 14 mars 1942.

ART. 9. — Les gouverneurs des colonies, le gouverneur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 3 juin 1942.

P. BOISSON.

## Page 1 FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES

COLONIE : ..... CERCLE : ..... FICHE N° ..... ANNÉE : .....

A coller  
sur la carte  
grise

Fiche à remplir par l'agent du Contrôle administratif d'après les indications et en présence du propriétaire

Propriétaire : ..... Nombre de cylindres : .....  
 Adresse : ..... Alésage : .....  
 Utilisation : ..... Course : .....  
 N° d'immatriculation : ..... Vitesse de rotation : .....  
 Désignation du véhicule : ..... Cylindrée : .....  
 Nom du constructeur : ..... Marque et type du carburateur : .....  
 Indication du type : ..... Dimensions des pneus : Avant : .....  
 N° d'ordre dans la série du type : ..... Arrière : .....  
 Type de la carrosserie (pour les tracteurs indiquer le  
 nombre de remorques, type et charge utile) : ..... Dimensions des pneus, remorques : Avant : .....  
 Année de fabrication : ..... Carburant employé : .....  
 Année de mise en service : ..... Type et marque du gazogène employé : .....  
 Puissance fiscale en C V : ..... Origine ou transformation : .....  
 Charge utile prévue par le constructeur ou nombre de  
 places assises : ..... Date du montage : .....  
 Kilométrage parcouru depuis la mise en service : ..... Transformation du moteur : .....  
 Kilométrage parcouru depuis transformation : ..... Type et marque du carburateur à alcool : .....  
 Nombre de roues de secours garnies : ..... Date du montage : .....  
 Voltage de l'équipement électrique : ..... Transformation du moteur : .....  
 A ..... le ..... 194 ..... Durée et cause de l'immobilisation éventuelle : .....  
*Signature du propriétaire du véhicule :*

Recensement des véhicules automobiles  
 Colonie : .....  
 Cercle : .....  
 Année : .....  
 N° d'immatriculation du véhicule : .....  
 Propriétaire : .....  
 Résidence : .....  
 Fiche n° .....

Page 2

## Partie à remplir par l'agent du Contrôle administratif

Etat du véhicule : ..... Observations éventuelles : .....  
 Moteur : .....  
 Chassis : .....  
 Carrosserie : ..... A ..... le ..... 194 .....  
 Pneus : ..... *L'agent contrôleur,*

- I. — Le numéro de la fiche est donné par la colonie. Il comporte un nombre, suivi, de la lettre d'immatriculation propre à la colonie.
- II. — Par désignation du véhicule, on entendra l'une des catégories suivantes : tourisme, autocar, camionnette, camion, tracteur.
- III. — En cas d'avarie au compteur, le kilométrage parcouru sera évalué approximativement.
- IV. — La transformation subie par le moteur sera indiquée d'une façon sommaire : culasse rabotée, pistons spéciaux, culasse spéciale, etc...
- V. — L'état du véhicule sera évalué suivant les rubriques ci-après : neuf, état neuf, bon état, état moyen ou médiocre, mauvais état, inutilisable.

Cette évaluation ne doit pas tenir compte de l'immobilisation éventuelle signalée d'autre part, si celle-ci provient par exemple d'un manque de carburant, de pièces de rechange (signaler dans ce cas les pièces manquantes).

Fiche à conserver au chef-lieu, après avoir collé le papillon sur la carte grise.



## FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES

Page 3

COLONIE : ..... CERCLE : ..... FICHE N° ..... ANNÉE .....

Fiche à remplir par l'agent du Contrôle administratif d'après les indications et en présence du propriétaire

Adresse .....	Nombre de cylindres .....
Propriétaire .....	Alésage .....
Utilisation .....	Course .....
N° d'immatriculation .....	Vitesse de rotation .....
Désignation du véhicule .....	Cylindrée .....
Nom du constructeur .....	Marque et type du carburateur .....
Indication du type .....	Dimensions des pneus : avant .....
N° d'ordre dans la série du type .....	Arrière .....
Type de la carrosserie (pour les tracteurs indiquer le nombre de remorques, type et charge utile) .....	Dimensions des pneus, remorques : Avant .....
	Arrière .....
Année de fabrication .....	Carburant employé .....
Année de mise en service .....	Type et marque du gazogène employé .....
Puissance fiscale en C V .....	Origine ou transformation .....
Charge utile prévue par le constructeur ou nombre de places assises .....	Date du montage .....
Kilométrage parcouru depuis la mise en service .....	Transformation du moteur .....
Kilométrage parcouru depuis transformation .....	Type et marque du carburateur à alcool .....
Nombre de roues de secours garnies .....	Date du montage .....
Voltage de l'équipement électrique .....	Transformation du moteur .....
A ....., le ..... 194 .....	Durée et cause de l'immobilisation éventuelle .....
Signature du propriétaire du véhicule .....	

## Partie à remplir par l'agent du Contrôle administratif

Page 4

Etat du véhicule : .....	Observations éventuelles : .....
Moteur : .....	.....
Chassis : .....	.....
Carrosserie : .....	A ....., le ..... 194 .....
Pneus : .....	L'agent contrôleur, .....

- I. — Le numéro de la fiche est donné par la colonie. Il comporte un nombre, suivi de la lettre d'immatriculation propre à la colonie.
- II. — Par désignation du véhicule, on entendra l'une des catégories suivantes : tourisme, autocar, camionnette, camion, tracteur.
- III. — En cas d'avarie au compteur, le kilométrage parcouru sera évalué approximativement.
- IV. — La transformation subie par le moteur sera indiquée d'une façon sommaire : culasse rabotée, pistons spéciaux, culasse spéciale, etc...
- V. — L'état du véhicule sera évalué suivant les rubriques ci-après : neuf, état neuf, bon état, état moyen ou médiocre, mauvais état, inutilisable.

Cette évaluation ne doit pas tenir compte de l'immobilisation éventuelle, signalée d'autre part, si celle-ci provient par exemple d'un manque de carburant, de pièces de rechange (signaler dans ce cas les pièces manquantes).



**T. S. F. — Câbles sous-marins**

**ARRETE** N° 2124 *habilitant le directeur des transmissions de l'A. O. F. à exercer le contrôle des stations de télégraphie sans fil et des stations de câbles sous-marins sur le territoire de l'A. O. F. et du Togo.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret n° 183 du 2 février 1942, relatif au fonctionnement des stations intercoloniales de télégraphie sans fil et des stations de câbles sous-marins aux colonies, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté n° 1763 A. P. du 15 mai 1942;

Vu l'arrêté 4210 du 3 décembre 1941 portant organisation du service des transmissions de l'Afrique occidentale française;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le directeur des transmissions de l'A. O. F. est habilité à exercer sur le territoire de l'A. O. F. et du Togo le contrôle des stations intercoloniales de T. S. F. et des stations de câbles sous-marins dans les conditions prévues par le décret n° 183 du 2 février 1942 notamment en son article 7.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 16 juin 1942.

P. BOISSON.

**Franchise postale**

**ARRETE** N° 2230/D. T. *relatif à la franchise postale concédée aux membres du Tribunal Fédéral d'Honneur de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire.*

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'arrêté n° 1659/D. T. du 6 mai 1942, portant concession de la franchise postale aux membres de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La franchise postale concédée par l'arrêté n° 1659/D. T. du 6 mai 1942 est étendue au président et aux rapporteurs du Tribunal Fédéral d'Honneur de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire ainsi qu'à toutes les personnes qui correspondent avec eux à l'occasion de leurs fonctions.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 juin 1942.

P. BOISSON.

**C. F. T.****Tarif de transport**

**ARRETE** N° 353 C. F. T. *accordant des réductions de tarif de transport en faveur de certaines catégories de voyageurs.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la lettre n° 42 T. P. en date du 30 mai 1942 du Haut-Commissaire demandant l'extension au Togo des prescriptions de l'arrêté général n° 1720 T. P.;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les membres des familles nombreuses titulaires de cartes d'identité personnelles délivrées par la société des chemins de fer français sur ses réseaux métropolitains et algériens, bénéficient sur le réseau des chemins de fer du Togo des réductions de tarif accordées dans la métropole. Cette réduction est faite également sur les billets à demi-tarif accordés aux enfants de 5 à 10 ans.

**ART. 2.** — Pour pouvoir être utilisées au Togo, les cartes d'identité devront, au préalable, être soumises au visa de la direction du réseau. Les cartes dont le délai de validité est arrivé à expiration, pourront être prorogées par la direction du réseau sur demande spéciale appuyée des pièces justificatives.

**ART. 3.** — Le directeur du réseau des chemins de fer du Togo est chargé de l'exécution des prescriptions du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera et qui entrera en vigueur un mois à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* du Togo.

Lomé, le 25 juin 1942.

P. SALICETI.

**Quinine préventive**

**ARRETE** N° 356 A. E. *abrogeant l'arrêté n° 414 du 31 juillet 1939 modifiant l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 au sujet de la délivrance gratuite de la quinine préventive.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 accordant au personnel européen civil et militaire en service au Togo et à leurs familles la délivrance gratuite de la quinine préventive, ensemble l'arrêté modificatif du 31 juillet 1939;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est abrogé l'arrêté n° 414 du 31 juillet 1939 modifiant l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 au sujet de la délivrance gratuite de la quinine préventive.

ART. 2. — La délivrance de la quinine sera effectuée conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 qui demeure en vigueur.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juin 1942.

P. SALICETI.

#### Mercuriales officielles

ARRETE N° 357 A. E. portant publication des mercuriales officielles fixées par le Haut-Commissaire de l'Afrique française pour le 2<sup>e</sup> semestre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 313 du 6 juin 1942 portant réorganisation de la commission des mercuriales du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1942 en conformité des indications du tableau I ci-annexé qui servirait également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux I et II ci-annexés se complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera enregistré et rendu immédiatement applicable par voie d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives, de postes de douanes du Territoire et dans tous les lieux d'usage.

Lomé, le 30 juin 1942.

P. SALICETI.

#### TABEAU I

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE DEUXIÈME SEMESTRE 1942 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES		UNITÉ DE VALORISATION	PROPOSITIONS DE VALORISATION
Alcools dénaturés . . . . .		L'hectolitre.	900 frs.
Animaux vivants	Bœufs, taureaux et vaches . . . . .	La tête.	800 —
	Veaux et génisses . . . . .	—	350 —
	Moutons . . . . .	—	120 —
	Chèvres . . . . .	—	100 —
	Porcs . . . . .	—	100 —
	Poulets . . . . .	—	10 —
	Pintades . . . . .	—	30 —
	Canards . . . . .	—	100 —
	Dindons . . . . .	—	100 —
Beurre . . . . .	salé ou en boîtes métalliques . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	3.600 —
	non salé autrement présenté . . . . .	—	3.400 —
Bières en bouteilles (bouteilles comprises) . . . . .		L'hectolitre (1).	850 —
Biscuits de mer . . . . .	légèrement sucrés — moins de 15 % de sucre (2).	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	550 —
	non sucrés . . . . .	—	500 —
Bougies de toutes sortes . . . . .		—	2.000 —
Bouteilles et flacons importés pleins . . . . .	plus de 0 litre, 50 . . . . .	Le cent.	200 —
	de 0 litre 10 à 0 litre 50 . . . . .	—	140 —
	moins de 0 litre, 10 . . . . .	—	100 —
Chocolat ordinaire en tablette ou en poudre (3) . . . . .		100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	1.800 —
Ciment (à l'exclusion du ciment fondu et ciment coloré) . . . . .		100 kilogrammes brut.	85 —
Colas . . . . .		100 kilogrammes net.	1.000 —

(1) La valorisation mercuriale n'est applicable qu'aux seules bières dont le prix de facture est inférieur ou égal à 850 frs. l'hectolitre (bouteilles comprises). Celles dont la valeur de facture est supérieure à 850 frs. l'hectolitre (bouteilles comprises) seront soumises aux droits, d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les biscuits de mer sucrés à plus de 15 % de sucre seront taxés ad valorem.

(3) La valorisation mercuriale n'est applicable qu'aux seuls chocolats dont la valeur de facture est inférieure ou égale à 1.800 francs les 100 kgs. demi-brut. Ceux dont la valeur de facture est supérieure à 1.800 francs les 100 kgs. demi-brut, seront soumis aux droits d'après cette valeur de facture majorée de 25 %.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORISATION	PROPOSITIONS DE VALORISATION
Confitures. . . . .	50% de sucre ou plus . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. . . . . 1.750 frs.
	moins de 50% de sucre . . . . .	— . . . . . 1.600 —
Dames-jeannes et bonbonnes. . . . .	La pièce. . . . .	80 —
Drums et bidons en tôle importés pleins . . . . .	100 kilogrammes net. . . . .	500 —
Essence de térébenthine . . . . .	— . . . . .	1.100 —
Estagnons d'essence ou de pétrole importés pleins . . . . .	La pièce . . . . .	12 —
Farine de froment . . . . .	en sacs. . . . .	100 kilogrammes brut. . . . . 350 —
	en estagnons . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut . . . . . 450 —
	en barils . . . . .	100 kilogrammes brut. . . . . 400 —
Films cinématographiques . . . . .	Le mètre de longueur. . . . .	1 —
— . . . . .	en location. . . . .	— . . . . . 0,10
Fûts en fer ou acier importés pleins . . . . .	100 kilogrammes net. . . . .	500 —
Graisses végétales alimentaires d'importation . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. . . . .	900 —
	d'olives (1) . . . . .	100 kilogrammes net. . . . . 2.100 —
Huiles végétales . . . . .	d'arachides d'im- en fûts } brute . . . . .	— . . . . . 1.100 —
	portation . . . . .	— . . . . . 1.400 —
	de lin . . . . .	— . . . . . 1.500 —
Légumes secs entiers autres que ceux d'origine locale (2). . . . .	100 kilogrammes brut. . . . .	700 —
Mazout (Gaz oil) . . . . .	100 kilogrammes net. . . . .	250 —
Plombs bruts en saumons ou laminés . . . . .	100 kilogrammes brut. . . . .	900 —
Riz d'importation . . . . .	— . . . . .	260 —
Saïndoux d'importation . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. . . . .	1.850 —
Savons d'importation autres ( en cubes, barres ou pains à que ceux de parfumerie : nu . . . . .	100 kilogrammes net. . . . .	600 —
(genre savon de Marseille) autrement présentés . . . . .	— . . . . .	700 —
Semoules et pâtes alimentaires . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. . . . .	1.500 —
Viande salée d'im- } de porc . . . . .	jambon entier en boîte . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. . . . . 4.500 —
portation . . . . .	jambons autres . . . . .	100 kilogrammes net. . . . . 4.000 —
	lard en planches. . . . .	— . . . . . 3.000 —
	saucissons à nu . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut. . . . . 4.500 —
Vinaigres autres que de parfumerie en fûts . . . . .	L'hectolitre. . . . .	600 —
Vins ordinaires en fûts (3) . . . . .	— . . . . .	500 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (4) . . . . .		

(1) Non compris les huiles de table contenant une certaine proportion d'huile d'olive qui sont taxées ad valorem.

(2) Les légumes en farine sont taxés ad valorem F + 25 %.

(3) Cette valorisation n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fûts, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 500 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 1.000 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 500 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercuration et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(4) Les produits non dénommés au tarif et non mercurationnés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurationnés et renfermés dans des emballages mercurationnés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage mercurationné le droit qui lui est propre d'après la valorisation mercurationnée.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEURS
● IMPORTATIONS		
Sucres raffinés . . . . .	100 kilogrammes net	790 frs.
Tabacs en feuilles . . . . .	—	3.500 —
Cigarettes en boîtes métalliques . . . . .	—	12.000 —
Cigarettes en paquets . . . . .	—	4.700 —
Gins et Genièvres . . . . .	l'hectolitre	4.600 —
Whiskys . . . . .	—	5.000 —
Rhums en bouteilles . . . . .	—	3.000 —
Rhums en fûts . . . . .	—	2.000 —
Huiles de pétrole	100 kilogrammes net	250 —
Pétrole en fûts . . . . .	—	300 — (1)
Pétrole en caisse et estagnons . . . . .	—	275 — (1)
et de schiste	—	325 — (1)
Essence en vrac et en fûts . . . . .	—	—
Essence en caisse et estagnons . . . . .	—	—
Tôles ondulées en fer galvanisé pour toitures (y compris les faitières) . . . . .	—	2.000 —
en sacs . . . . .	—	100 —
Sels	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	700 —
en flacons . . . . .	100 kilogrammes net.	100 —
autrement présentés . . . . .	—	—
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus) . . . . .	Les 1.000 boîtes	350 —
Autres articles non désignés ci-dessus . . . . .	Valeur définie par article 5, arrêté 336 du 23 juillet 1935.	—

(1) Les présentes valorisations couvrent l'emballage (caisses, fûts, estagnons).

#### Cartes d'alimentation

ARRETE N° 358 A. E. réglementant la délivrance et l'utilisation des cartes d'alimentation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté du 10 novembre 1939;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les cartes d'alimentation destinées à l'achat des denrées rationnées seront délivrées par les soins des commandants de cercle ou chefs de subdivision aux seuls européens et assimilés.

ART. 2. — Les cartes d'alimentation et les feuilles de tickets qu'elles comportent sont strictement personnelles; elles ne peuvent être ni cédées ni prêtées sous quelque prétexte que ce soit sous peine de poursuites judiciaires et de retrait temporaire ou définitif de cette carte.

Toute utilisation des feuilles est subordonnée à la présentation simultanée de la carte.

ART. 3. — Lorsque le titulaire de la carte d'alimentation quitte le Territoire définitivement il doit remettre à la mairie de Lomé sa carte d'alimentation

munie des coupons non utilisés ainsi que les feuilles de tickets non employées avec leur talon.

La Compagnie de Navigation ne doit délivrer le billet de passage que sur présentation d'un certificat délivré par la mairie de Lomé attestant que l'intéressé est en règle.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté sont passibles conformément à l'article 10 du décret du 2 mai 1939, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> juillet 1942.

P. SALICETI.

#### Main d'œuvre pénale

ARRETE N° 360 F. fixant pour l'année 1942 les taux de cession de main-d'œuvre pénale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 488 du 1<sup>er</sup> septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo;

Vu l'arrêté n° 603 du 14 novembre 1937 réglementant, à nouveau les cessions de main-d'œuvre pénale dans le territoire du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit pour l'année 1942 les taux journaliers de cession de main-d'œuvre pénale :

CERCLE DE LOMÉ	
Subdivision de Lomé . . . . .	6,—
Subdivision de Tsévié . . . . .	4,—
CERCLE D'ANÉCHO	
Subdivision de Lomé . . . . .	5,—
CERCLE DU CENTRE	
Subdivision d'Atakpamé . . . . .	3,—
Subdivision de Klonto . . . . .	5,—
CERCLE DU NORD	
Subdivision de Sokodé . . . . .	3,—
Subdivision de Lama-Kara . . . . .	2,50
Subdivision de Bassari . . . . .	2,50
Subdivision de Mango . . . . .	2,50

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1942.

P. SALICETI.

**Assistance sociale****Villages de ségrégation**

DECISION N° 471 F. modifiant la décision n° 1 du 1<sup>er</sup> janvier 1942 fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938 portant réglementation des villages de ségrégation des lépreux;

Vu l'arrêté et l'instruction ministériels en date du 3 novembre 1941 sur l'arrondissement au franc le plus voisin;

Vu la décision n° 1 du 1<sup>er</sup> janvier 1942 fixant pour l'année 1942 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation;

**DECIDE :**

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation par l'article 2 de la décision n° 1 du 1<sup>er</sup> janvier 1942 sont modifiés comme suit :

CATÉGORIES	CERCLES	VILLAGES	TAUX MENSUELS
A) Hommes, femmes et enfants sans mutilation et susceptibles de travailler normalement.	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	30 frs. 18 —
B) Hommes, femmes et enfants ayant une légère invalidité.	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	30 — 24 —
C) Grands malades et vieillards.	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	38 — 30 —
D) Grands malades, totalement impotents.	Centre Sokodé	Akata Kolowaré	45 — 40 —

ART. 2. — Les dispositions de l'article 4 de la décision n° 1 du 1<sup>er</sup> janvier 1942 susvisée sont remplacées par les suivantes :

« Par application des dispositions de l'instruction ministérielle du 3 novembre 1941 sont exemptées de l'arrondissement au franc le plus voisin les allocations aux lépreux ».

ART. 3. — La présente décision, qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 2 juillet 1942.

P. SALICETI.

**Huile d'arachides**

ARRETE N° 362 A. E. portant modification temporaire à l'arrêté n° 285 du 22 mai 1942 réglementant la vente de l'huile d'arachides de bouche au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES;  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 285 du 22 mai 1942 réglementant la vente de l'huile d'arachides de bouche au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 285 du 22 mai 1942 les rations mensuelles d'huile d'arachides de bouche pour le mois de juillet 1942 sont fixées comme suit :

1<sup>o</sup> — Célibataires : 2 litres;

2<sup>o</sup> — Familles : 2 litres par personne (non compris les enfants au-dessous de 4 ans) jusqu'au maximum de 10 litres par famille.

Les rations prévues à l'arrêté précité redeviendront applicables à partir du mois d'août 1942.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 juillet 1942.

P. SALICETI.

**Peste bovine**

**ARRETE** N° 366 I. V. *déclarant infecté de peste bovine le seul territoire du cercle d'Anécho.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 684 du 28 octobre 1933 organisant l'inspection vétérinaire et de l'élevage;

Vu l'arrêté n° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté n° 100 déclarant infecté de peste bovine tout le territoire de la subdivision de Lomé et celui du cercle d'Anécho;

Vu l'extinction de la peste bovine dans la subdivision de Lomé;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 100 déclarant infecté de peste bovine le territoire de la subdivision de Lomé ainsi que celui du cercle d'Anécho.

**ART. 2.** — Est et demeure déclaré infecté de peste bovine le territoire du cercle d'Anécho.

**ART. 3.** — Les commandants des cercles de Lomé et d'Anécho et l'inspecteur vétérinaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

**Produits et denrées de première nécessité**

**ARRETE** N° 367 A. E. *complétant la liste des matières, objets, produits et denrées de première nécessité annexée à l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 345 du 16 juillet 1940 ordonnant la déclaration obligatoire des stocks des matières, objets, produits et denrées de toute nature se trouvant sur le territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est complétée comme suit la liste annexée à l'arrêté 345 du 16 juillet 1940 :

Quinine.

**ART. 2.** — La vente de quinine ne pourra s'effectuer que sur ordonnance médicale.

**ART. 3.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

**Contrôle des prix et des stocks**

**ARRETE** N° 369 A. E. *portant création au Togo d'un service de contrôle des prix et des stocks.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Le conseil d'administration entendu;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Il est créé au Togo un service local du contrôle des prix et des stocks.

Le chef de ce service est chargé sous l'autorité du Commissaire de France :

1° — du contrôle des prix des denrées et marchandises d'importation, d'exportation, de fabrication et de consommation locale;

2° — du contrôle des stocks des marchandises et denrées sus-visées;

3° — de proposer au Commissaire de France toutes mesures susceptibles de permettre une action vigoureuse et efficace pour l'application des dispositions de la loi du 14 mars 1942.

**ART. 2.** — Le chef du service local du contrôle des prix et des stocks est désigné par décision du Commissaire de France.

Il a sous ses ordres le personnel de la brigade mobile du contrôle des prix.

**ART. 3.** — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

Par décision n° 501 A. E. du :

9 juillet 1942. — L'administrateur-maire de Lomé est provisoirement nommé chef du service local du contrôle des prix et des stocks.

**Commission des prix**

**ARRETE** N° 370 A. E. *portant création d'une commission des prix.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté local n° 87 en date du 21 février 1941 constituant un comité local de surveillance des prix;

Vu l'arrêté local n° 369 A. E. du 7 juillet 1942 créant au Togo un service local du contrôle des prix et des stocks;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'arrêté n° 87 du 21 février 1941 constituant un comité local de surveillance des prix.

ART. 2. — Il est créé au Togo une commission des prix ainsi constituée :

##### Président :

Le chef du service local de contrôle des prix et stocks.

##### Membres :

Un fonctionnaire,

Un représentant du commerce,

Un représentant des consommateurs européens,

Un représentant des consommateurs indigènes, ayant voix délibérative et choisis de préférence parmi les légionnaires.

Un rapporteur, avec voix consultative seulement, choisi parmi le personnel du service du contrôle des prix et stocks.

En outre la commission pourra entendre à titre consultatif toute personne dont la présence lui paraîtra utile.

ART. 3. — Le chef du service local des transports devra obligatoirement assister aux réunions de la commission en qualité de conseiller technique.

ART. 4. — La commission des prix a pour mission de proposer les prix de tous produits, denrées, objets et services dans les conditions prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Les débats de la commission des prix sont confidentiels.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### Commune-Mixte de Lomé

ARRETE N° 371 F. portant règlement du compte administratif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929, ensemble tous les actes subséquents;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif du budget de la commune-mixte de Lomé, pour l'exercice 1941 est arrêté comme suit :

*En recettes* : à Huit cent soixante mille huit cent soixante-neuf francs soixante centimes (860.869 frs., 60 cmes.);

*En dépenses* : à Six cent soixante-douze mille trois cent soixante-cinq francs quatre-vingt-quatorze centimes (672.365 frs., 94 cmes);

laissant un excédent de recettes de Cent quatre-vingt-huit mille cinq cent trois francs soixante-six centimes (188.503 frs., 66) qui sera reporté au budget supplémentaire de l'exercice 1942.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restant disponibles aux divers chapitres à la clôture de l'exercice 1941 et dont le montant s'élève à Cent soixante-huit mille trois cent dix-neuf francs vingt-six centimes (168.319 frs., 26).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 372 F. portant approbation du budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé, exercice 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution des communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté du 9 décembre 1929, ensemble tous les actes subséquents;

Le conseil d'administration entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est arrêté le budget supplémentaire de la commune-mixte de Lomé, pour l'exercice 1942 en recettes et en dépenses à la somme de : Cent quatre-vingt-dix mille sept francs (190.007 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

#### Fonds de renouvellement

ARRETE N° 374 C. F. T. autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de renouvellement spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 717 du 24 décembre 1941 rendant provisoirement exécutoire le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf pour l'exercice 1942;

Le conseil d'administration entendu;



## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : Deux cent vingt-cinq mille francs (225.000 frs.) sur le compte du fonds spécial — Fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1942.

ART. 2. — Le directeur du réseau des chemins de fer, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

ARRETE N° 375 C. F. T. modifiant l'arrêté n° 556 du 2 octobre 1931 réglementant le fonctionnement du fonds de renouvellement des chemins de fer du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 portant création des fonds de roulement, de réserve et de renouvellement pour l'exploitation du service des voies de pénétration et du wharf du Togo, ensemble l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1923 ainsi que les actes modificatifs en réglementant le fonctionnement;

Le conseil d'administration entendu;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prélèvement à effectuer, annuellement, sur les recettes de l'exploitation, pour la constitution du fonds de renouvellement, est, à partir de l'exercice 1942, fixé ainsi qu'il suit :

1° — Réseau ferré : 15.000 francs par kilomètre de ligne exploitée.

2° — Wharf : 650.000 francs.

ART. 2. — Le directeur du réseau des chemins de fer du Togo et du wharf de Lomé et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

## Energie électrique

DECISION N° 496 T. P. fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 2<sup>e</sup> semestre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le cahier des charges de la concession par le territoire du Togo, d'une distribution publique d'énergie électrique

annexé à la convention en date du 11 juin 1931 et particulièrement l'article 11 de ce cahier des charges;

Vu les propositions en date des 27 mai et 3 juin 1942 de la société concessionnaire;

Le conseil d'administration entendu;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le 2<sup>e</sup> semestre 1942 :

Co	1.175,1919
C <sup>1</sup>	3,492
M <sup>o</sup>	1,724
M <sup>1</sup>	1,828
I <sup>o</sup>	387,50
I <sup>1</sup>	565,—

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1942 sont ainsi déterminés :

## A. — Pour les particuliers :

1° — pour Lomé	Prix du kwh — Lumière	8,52
	Prix du kwh — Force	6,73
2° — pour Anécho	Prix du kwh — Lumière	9,40
	Prix du kwh — Force	7,62

## B. — Pour l'administration :

1° — pour Lomé	Prix du kwh — Lumière	7,26
	Prix du kwh — Force	5,83
2° — pour Anécho	Prix du kwh — Lumière	8,16
	Prix du kwh — Force	6,74

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 juillet 1942.

P. SALICETI.

## Articles textiles

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 1986 S. E./C. du 3 juin 1942 relatif au régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique (supplément J. O. Togo du 16 juin 1942).

Page 437, 1<sup>re</sup> colonne, 1<sup>re</sup> ligne après le titre :

Au lieu de :

. . . 27 janvier 1942 . . .

Lire :

. . . 22 janvier 1942 . . .

2<sup>e</sup> colonne, 3<sup>e</sup> ligne :

Au lieu de :

. . . communes-mixtes et autres résidences . . .

Lire :

. . . communes-mixtes ou autres résidences . . .

7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> lignes :

Au lieu de :

Pour les nouveau-nés et enfants en bas âge, européens ou assimilés, il ne peut être délivré . . .

Lire :

Pour les nouveau-nés et les enfants en bas âge, européens et assimilés, il peut être délivré . . .

Page 438, 2<sup>e</sup> colonne, 3<sup>e</sup> ligne après l'article 2 :

*Au lieu de :*

Annexe I

*Lire :*

1<sup>o</sup> — Annexe I

Dernière ligne précédant le tableau :

*Au lieu de :*

Nom (ou maison sociale) du déclarant

*Lire :*

Nom (ou raison sociale) du déclarant

1<sup>re</sup> colonne, 1<sup>re</sup> ligne après le renvoi :

*Supprimer : B*

Page 439, 1<sup>re</sup> colonne, 7<sup>e</sup> ligne :

*Au lieu de :*

12<sup>o</sup> — Annexe II

*Lire :*

2<sup>o</sup> — Annexe II

2<sup>e</sup> colonne, 1<sup>re</sup> ligne :

*Au lieu de :*

C. — Tissus en pièces ou en coupes

*Lire :*

2<sup>o</sup> — Tissus en pièces ou en coupes

5<sup>e</sup> ligne :

*Supprimer :*

2<sup>o</sup> —

16<sup>e</sup> ligne :

*Au lieu de :*

		Hommes	Enfants
Autres textiles	Contenant de la laine	8	5
	Sans laine	6	3

*Lire :*

		Hommes	Enfants
Autres textiles	Contenant de la laine	8	5
	Sans laine	6	6

17<sup>e</sup> ligne :

*Supprimer : c)*

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### PERSONNEL EUROPEEN

##### Services militaires

##### Administrateurs des colonies

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 22 avril 1942, les rappels d'ancienneté pour services militaires, indiqués ci-dessous, ont été conservés, dans leur grade actuel, aux administrateurs des colonies dont les noms suivent :

##### 3<sup>o</sup> — Administrateurs de 2<sup>e</sup> classe :

M. Mouragues (A.-J.), 6 mois, 11 jours (1).  
Néant (2).

##### 4<sup>o</sup> — Administrateurs de 3<sup>e</sup> classe :

M. Barbero (R. A. F.), 10 mois, 27 jours.  
Néant.

(1) Ancienneté conservée.

(2) Portion de cette ancienneté utilisable pour le bénéfice d'échelons automatiques de solde.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### PERSONNEL EUROPEEN

#### Services militaires — Titularisation

Par décision n° 2057 en date du 11 juin 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française M. Sossimé Nicolas dit Grunitzky, adjoint technique stagiaire du cadre commun supérieur des travaux publics de l'A. O. F. est titularisé et nommé adjoint technique de 4<sup>e</sup> classe pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942 date à laquelle il aura accompli l'année de stage réglementaire.

Est attribué à M. Sossimé Nicolas dit Grunitzky un rappel d'ancienneté de 8 mois 26 jours correspondant à la période de service militaire légal qu'il a effectivement accomplie.

Par arrêté n° 355 F./Pel. du :

29 juin 1942. — Il est attribué à M. Marcellin Carl Brenner, comptable de 4<sup>e</sup> classe du cadre européen des travaux publics, un rappel d'ancienneté de 11 mois 27 jours correspondant à la période de service militaire légal qu'il a effectivement accomplie.

#### Retraite

Par arrêté n° 363 F. du :

4 juillet 1942. — M. Rémy Alfred, ouvrier d'art de 2<sup>e</sup> classe du cadre local des chemins de fer du Togo, est admis à faire valoir ses droits à une pension d'invalidité dans les conditions fixées par le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 et ce à compter du 17 novembre 1941 date à laquelle il a été reconnu hors d'état de continuer l'exercice de ses fonctions par la commission de réforme siégeant à Paris.

### PERSONNEL INDIGENE

#### Punition

Par décision n° 451 F./Pel. du :

25 juin 1942. — Une punition de 10 jours de retenue de solde est infligée au surveillant de 1<sup>re</sup> classe des P. T. T. Lassey Antoine, pour faute grave à l'occasion de l'accomplissement de ses fonctions.

**Suspension de fonctions**

Par arrêté n° 354 F./Pel. du :

26 juin 1942. — Le commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe Atakpamey Victor, est suspendu de ses fonctions pour compter du 18 juin 1942, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt, jusqu'à intervention de la décision du tribunal compétent.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions Atakpamey n'aura droit qu'à la moitié de sa solde nette dégagée de tous accessoires.

**Agents auxiliaires****Rappel à l'activité**

Par décision n° 456 C. F. T. du :

27 juin 1942. — M. Freitas Jean, ex-chef mécanicien de 1<sup>re</sup> classe, titulaire d'une allocation de retraite suivant arrêté n° 727 du 24 décembre 1941, est rappelé temporairement à l'activité, pour une période qui durera autant que l'exigeront les circonstances.

Il recevra une retribution mensuelle de 1.835 frs., 03.

Pendant son rappel à l'activité, M. Freitas Jean ne percevra pas l'allocation de retraite.

**Nomination**

Par décision n° 503 F./Pel. du :

9 juillet 1942. — Le nommé Sivomey Victor, est engagé en qualité d'agent auxiliaire stagiaire pour compter du 10 juillet 1942, en remplacement numérique de l'agent auxiliaire Ayivi Pierre, démissionnaire.

Il aura droit, en cette qualité, à un salaire mensuel de 200 francs et aux avantages définis par le règlement du 1<sup>er</sup> mai 1939.

**Démission**

Par décision n° 492 F./Pel. du :

7 juillet 1942. — Le serre-frein auxiliaire Tibo Simon en absence irrégulière depuis le 1<sup>er</sup> juin 1942, est considéré comme démissionnaire de son emploi à compter de cette date.

**Révocation**

Par décision n° 455 F./Pel. du :

26 juin 1942. — L'agent auxiliaire Anagonou Awala, est révoqué de son emploi pour compter du 18 juin 1942, pour refus de rejoindre son poste d'affectation.

**DIVERS****Assistance sociale**

Par décision n° 469 F. du :

2 juillet 1942. — Une subvention de quatre mille francs (4.000 frs.) est accordée à l'œuvre d'aide et d'assistance aux enfants des lépreux pour l'année 1942.

**Bourses**

Par décision n° 495 E. du :

7 juillet 1942. — Le montant des bourses d'études accordées pour l'année scolaire 1941-1942 à M.M. Randolph Xavier et d'Almeida Alex, élèves au Lycée Faidherbe de Saint-Louis, par les décisions nos 754 et 822 est porté de 3.000 à 3.600 francs.

Ces bourses sont payables au proviseur du Lycée de Saint-Louis.

Par arrêté n° 379 E. du :

9 juillet 1942. — Une bourse d'études de quinze mille francs (15.000 frs.) est accordée à M. Aku Martin, étudiant en médecine à Marseille, pour l'année scolaire 1941-1942.

Cette bourse est payable mensuellement et d'avance par le service administratif colonial au moyen d'ordres de paiement émis par le directeur de ce service sur la prévision constituée par le Territoire sous la seule obligation par le bénéficiaire de produire les certificats ou justifications de scolarité les 10 décembre, 10 mars et 10 juin de la présente année scolaire.

Les dits certificats ou justifications seront émis au soutien du dernier versement trimestriel.

**Caisse des menues dépenses de l'hôpital de Lomé**

Par arrêté n° 359 F. du :

1<sup>er</sup> juillet 1942. — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse des menues dépenses de l'hôpital de Lomé est portée à 12.000 francs.

Les justifications devront être fournies dans les formes réglementaires prévues à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

**Commissions**

Par décision n° 449 F./Pel. du :

25 juin 1942. — Les différentes commissions de classement du personnel européen des cadres locaux du Togo régis par l'arrêté du 2 octobre 1933 se réuniront, sur la convocation de leur président, dans les bureaux du commissariat de France, en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour le deuxième semestre 1942 :

Les commissions sont composées de la façon suivante :

**Pour toutes les commissions :**

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

*Président*

M.M. Menard, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies,

Sanson, administrateur de 3<sup>e</sup> classe des colonies,

*Membres*

Degoul, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils des colonies

*Secrétaire*

**ENSEIGNEMENT**

M.M. Champion, chef du service de l'enseignement, Pallarès, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe, Capelier, instituteur de 3<sup>e</sup> classe.

## AGRICULTURE

M.M. Pierron, chef du service de l'agriculture,  
Pinelli, comptable principal de 2<sup>e</sup> classe des  
chemins de fer du Togo,  
Pallarès, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe.

## POLICE

M.M. Roche, administrateur des colonies,  
Heudé, commissaire de police de 3<sup>e</sup> classe,  
Ginet, commissaire de police de 2<sup>e</sup> classe.

## TRAVAUX PUBLICS

M.M. Garnier, ingénieur principal des travaux publics  
des colonies,  
Lhuissier, chef ouvrier d'art hors classe,  
Lalondrelle, géomètre principal de 1<sup>re</sup> classe.

## CHEMIN DE FER

M.M. Garnier, ingénieur principal des travaux publics  
des colonies,  
Nouvel, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe du matériel et  
de la traction,  
Lugan, chef de gare hors classe.

## T. S. F.

M.M. Brassard, ingénieur de 3<sup>e</sup> classe des transmis-  
sions,  
Lescellier, chef du service des P. T. T.,  
Pallarès, instituteur principal de 1<sup>re</sup> classe.

Par décision n° 450 F./Pel. du :

25 juin 1942. — Les différentes commissions de  
classement du personnel indigène régi par les arrêtés  
des 24 mars et 1<sup>er</sup> mai 1934 se réuniront sur la  
convocation de leur président à Lomé, en vue d'éta-  
blir le tableau d'avancement dudit personnel pour  
le deuxième semestre de l'année 1942 :

## Pour toutes les commissions :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef  
des colonies, inspecteur des affaires admi-  
nistratives

Président

M.M. Menard, administrateur de 3<sup>e</sup> classe  
des colonies,

Membres

Sanson, administrateur de 3<sup>e</sup> classe  
des colonies,

Degoul, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des ser-  
vices civils des colonies

Secrétaire

1<sup>o</sup> — SANTÉ

M. le chef du service de santé.

## a) Aides-médecins :

M.M. Evenamédé Pierre, aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe,  
Adigo Dorothée, aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe.

## b) Infirmiers :

M.M. Sodji Kouassi Florence, infirmier-major de  
1<sup>re</sup> classe,  
Ladé Cléophas, infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe.

## c) Gardes-hygiène :

M.M. Lafonékou Samson, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe,  
Blabou Jacob, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe.

2<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT

M. le chef du service de l'enseignement.

## a) Instituteurs (enseignement officiel) :

M.M. Kouanvii Laurent, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> cl.,  
Kponton Hubert, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> cl.

## b) Moniteurs (enseignement officiel) :

M.M. Barrigah Samuel, moniteur de 1<sup>re</sup> classe,  
Kouami Joseph, moniteur de 1<sup>re</sup> classe.

## Enseignement privé :

R. P. Riegert, directeur des écoles catholiques,  
Pasteur Larroche, directeur des écoles protestantes,  
M.M. Ajavon Mensan Fabien, moniteur de 2<sup>e</sup> classe  
(M. C.),  
Mensah Théophile, moniteur de 2<sup>e</sup> classe (M.C.).

3<sup>o</sup> — AGRICULTURE

M.M. le chef du service de l'agriculture,  
Houessihoué Anatole Samson, moniteur agricole  
de 2<sup>e</sup> classe,  
Kloutsé Joseph, moniteur agricole de 2<sup>e</sup> classe.

4<sup>o</sup> — DOUANES

M.M. le chef du service des douanes,  
Armerding, commis principal de 2<sup>e</sup> classe des  
douanes,  
Gbikpi Daniel André, commis de 3<sup>e</sup> classe des  
douanes.

5<sup>o</sup> — P. T. T.

M. le chef du service des P. T. T.

## a) Commis :

M.M. Boccovi Ambroise, commis principal de 3<sup>e</sup> cl.,  
Péreira Eusèbe, commis principal de 3<sup>e</sup> classe.

## b) Surveillants :

M.M. Dovi Christophe, surveillant de 6<sup>e</sup> classe des  
P. T. T.,  
Tètèvi Marc, surveillant de 6<sup>e</sup> classe des P.T.T.

## c) Facteurs :

M.M. Ajavon Joseph, facteur-chef de 2<sup>e</sup> classe des  
P. T. T.,  
Bouraima Samuel, facteur de 2<sup>e</sup> classe des  
P. T. T.

6<sup>o</sup> — COMMIS D'ADMINISTRATION

M.M. Dossou Augustin, commis d'administration prin-  
cipal de 1<sup>re</sup> classe,  
Adjivon Séverin, commis d'administration prin-  
cipal de 4<sup>e</sup> classe.

7<sup>o</sup> — INTERPRÈTES

M.M. le chef du service de la sûreté,  
Chardey Francis, interprète principal de 4<sup>e</sup> cl.,  
Paty Daniel, interprète principal de 4<sup>e</sup> classe.

8<sup>o</sup> — PLANTONS

M.M. Orogbo Jean, brigadier-planton de 1<sup>re</sup> classe,  
Abalo Ferdinand, brigadier-planton de 2<sup>e</sup> cl.

9<sup>o</sup> — TRAVAUX PUBLICS

M. le chef du service des travaux publics.

a) *Ouvriers, surveillants de routes :*

M.M. Zinsou François, maître-opérateur des travaux publics,  
Koukpaki Julien, maître-ouvrier des travaux publics.

b) *Mécaniciens-conducteurs :*

M.M. Lawson Latékoé Latévi, mécanicien-conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe,  
Kouimako K. Joseph, mécanicien-conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

## 10° — PERSONNEL DES CHEMINS DE FER ET DU WHARF

M.M. le directeur du réseau des chemins de fer,  
Mensah Joseph, chef de station principal de 5<sup>e</sup> classe,  
Adékambi Michel, maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> classe.

## 11° — CANOTIERS

M.M. Kagni Komlan, premier-maître,  
Kodjovi Mensah, second-maître.

Par décision n° 457 A. E. du :

27 juin 1942. — Est abrogée la décision n° 763 du 22 octobre 1941.

Sont désignés pour faire partie de la commission des mercuriales du Togo :

M.M. Moal, administrateur des colonies	} <i>Président</i>
Dantec, adjoint principal des services civils,	
de Souza Félicio, membre indigène du conseil d'administration,	} <i>Membres</i>
Trosselly, agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain,	
Bastard, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale,	
Mensah J. Albert, commerçant.	

Par décision n° 463 F./Pel. du :

1<sup>er</sup> juillet 1942. — Les différentes commissions de classement du personnel des cadres communs secondaires de l'enseignement primaire et des postes et télégraphies de l'A. O. F. régi par les arrêtés du 7 mars 1922, se réuniront sur la convocation de leur président, dans les bureaux du commissariat de France, en vue d'établir le tableau d'avancement du dit personnel pour l'année 1942.

*Enseignement*

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives	} <i>Président</i>
M.M. Champion, chef du service de l'enseignement,	
Degoul, adjoint des services civils des colonies,	} <i>Membres</i>
Atayi Salomon, instituteur,	
D'Almeida Alexandre, instituteur.	

*Postes, télégraphes et téléphones*

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives	<i>Président</i>
---	------------------

M.M. Lescellier, chef du service des P. T. T. Degoul, adjoint des services civils des colonies, Sitti Joël Zounda, commis-expéditionnaire du cadre spécial de l'A. O. F.	} <i>Membres</i>
Dosseh André Michel, commis-expéditionnaire du cadre spécial de l'A. O. F.	

Par décision n° 472 E. du :

2 juillet 1942. — Une commission composée de :	
M. Champion, chef du service de l'enseignement	<i>Président</i>
M.M. Pallarès, instituteur ppal. du cadre supérieur de l'enseignement,	} <i>Membres</i>
Naudé, contrôleur principal des eaux et forêts,	

est chargée de surveiller les épreuves écrites de l'examen du diplôme d'aptitude professionnelle qui aura lieu à Lomé le 6 juillet 1942 à 7h. 30 dans les locaux de l'école primaire supérieure.

Par décision n° 491 F./Pel. du :

7 juillet 1942. — Une commission composée de :	
M. Garnier, ingénieur principal des travaux publics des colonies	<i>Président</i>
M.M. Roche, administrateur des colonies,	} <i>Membres</i>
Bonnard, chef du service de l'exploitation,	
Boutet, chef du bureau de la comptabilité-finances du chemin de fer,	

se réunira sur la convocation de son président pour examiner l'aptitude professionnelle de M. Brenner Frédéric, chef de station de 4<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo, candidat à l'emploi de sous-chef de gare des chemins de fer du Togo.

L'examen aura lieu par écrit et oral et portera sur les questions suivantes :

a) *Epreuves écrites :*

- 1° — Rédaction d'un rapport sur une question de service (durée 2 heures);
- 2° — Une question sur l'exploitation technique des chemins de fer du Togo (durée 1 heure 30);
- 3° — Une question sur l'exploitation commerciale, comptabilité des gares (durée 1 heure 30);
- 4° — Un problème pratique sur l'arithmétique (les quatre opérations fondamentales, fraction, système métrique) (durée 1 heure).

b) *Epreuves orales :*

- 5° — Une question sur l'instruction générale sur la comptabilité des gares (durée 10 minutes);
- 6° — Une question sur le règlement général d'exploitation (durée 10 minutes).

*Cotes et coefficients.* — Les épreuves seront cotées de 0 à 20. Leurs valeurs relatives seront déterminées par les coefficients ci-après :

- |   |           |
|---|-----------|
| 1° — Rédaction sur une question de service.                               | 3         |
| 2° — Question sur l'exploitation technique.                               | 5         |
| 3° — Question sur l'exploitation commerciale.                             | 5         |
| 4° — Arithmétique   | 2         |
| 5° — Epreuves orales : (comptabilité des gares, règlement d'exploitation) | 5         |
|   | <b>20</b> |

*Notes minima.* — Le candidat ne pourra être admis s'il n'a obtenu 1<sup>o</sup> — au moins la cote 10 pour les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> épreuves et la cote 6 pour les autres;

2<sup>o</sup> — une moyenne générale au moins égale à 12.

Les sujets de compositions seront choisis à raison de trois questions par matière par le directeur du réseau des chemins de fer du Togo et enfermés dans une enveloppe cachetée qui portera la mention des épreuves. Ce pli sera adressé au Commissaire de France 8 jours avant la date de l'examen.

Les sujets des épreuves seront arrêtés par le Commissaire de France et placés sous pli scellé pour chaque épreuve. Tous les plis seront adressés sous une seconde enveloppe scellée au président de la commission prévue à l'article premier de la présente décision la veille de l'examen.

Au début de chaque séance, le président de la commission, en présence du candidat et de tous les membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées. Ces matières seront toutes indiquées dès le commencement de la séance.

Le candidat ne devra établir ses compositions qu'avec ses propres moyens, sans le secours d'aucune documentation.

Le procès-verbal des opérations de la commission d'examen sera adressé au Commissaire de France accompagné des compositions du candidat et de l'appréciation de la commission.

Par décision n° 499 Dom. du :

8 juillet 1942. — Une commission composée de :

M. l'administrateur-maire, commandant du cercle de Lomé ou son délégué *Président*  
M.M. Venault, ingénieur-adjoint des travaux publics,

Serant, receveur contrôleur de l'enregistrement et des domaines, *Membres*  
Lalondrelle, géomètre principal,

se réunira sur place, sur convocation de son président à l'effet de constater et évaluer la construction édifiée sur l'emplacement de l'ancienne usine de la Société Africaine des Matières Grasses.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

#### Commission des prix

Par décision n° 502 A. E. du :

9 juillet 1942. — La commission des prix créée par l'arrêté n° 370 A. E. du 7 juillet 1942 est composée comme suit :

L'administrateur-maire de Lomé, chef du service local du contrôle des prix et stocks *Président*

M.M. Toqué, contrôleur des douanes, membre fonctionnaire légionnaire, Trosselly, délégué permanent du groupement professionnel du commerce colonial, représentant du commerce,

Lhuissier, chef ouvrier d'art des travaux publics, représentant des consommateurs européens, légionnaire, *Membres*

Sanvee Josiah, secrétaire du conseil des notables, représentant des consommateurs indigènes,

M.M. Dantec, adjoint principal des services civils, légionnaire, avec voix consultative

*Rapporteur*

En cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur-maire de Lomé, la commission est présidée par M. Toqué, contrôleur des douanes.

#### Enseignement

##### ECOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ

##### Diplôme d'études primaires préparatoires

##### Session de 1942

##### Liste des candidats admis classés par ordre de mérite

- 1<sup>o</sup> — Guillou (Françoise).
- 2<sup>o</sup> — Guillou (Agnès Paule).
- 3<sup>o</sup> — Orly (Michel).
- 4<sup>o</sup> — Sanson (Monique Françoise).
- 5<sup>o</sup> — Olympio (Christiane).
- 6<sup>o</sup> — Terrac (Simone).
- 7<sup>o</sup> — Laugier (Monique Juliette).
- 8<sup>o</sup> — Lalondrelle (Nicole Madeleine).
- 9<sup>o</sup> — Lescellier (Arlette Thérèse).

Par décision n° 500 E. du :

8 juillet 1942. — Sont déclarés admis à l'examen pour l'obtention du certificat d'enseignement primaire supérieur les élèves désignés ci-après par ordre de mérite.

- 1<sup>o</sup> — Mawupé Valentin, mention assez bien.
- 2<sup>o</sup> — Attisso Afantchao, mention assez bien.
- 3<sup>o</sup> — Kékeh Jean, mention assez bien.
- 4<sup>o</sup> — Dadjie Emmanuel, sans mention.
- 5<sup>o</sup> — Aguiar Barthélemy, sans mention.
- 6<sup>o</sup> — Ahadjie Kouadjovie, sans mention.

#### Expulsion

Par arrêté n° 365 A. P. A. du :

7 juillet 1942. — Il est enjoint à la dame Iagu, née Joubier (Andrée, Henriette, Marie), de quitter le territoire du Togo par le premier navire en partance de Lomé à destination de la France.

Au cas où l'intéressée ne se conformerait pas à cet ordre, elle serait expulsée par les soins de la police.

#### Libération conditionnelle — Interdiction de séjour

Par arrêté n° 364 A. P. A. du :

6 juillet 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés, de la prison de Lomé :

- 1<sup>o</sup> — Amadou Iddi Kodô, âgé de 36 ans environ, né à Bango (Niger), fils de feu Kodô et de Laya, incarcéré le 8 novembre 1940 et condamné à trois ans de prison, cinq ans d'interdiction de séjour et 300 frs. de dommages-intérêts par jugement n° 157 du 25 novembre 1940 du tribunal du premier degré de Lomé pour coups et blessures;

2<sup>o</sup> — Lawson Peter Jean, âgé de 22 ans environ, né à Anécho, fils de Peter Lawson et de feu Houédanou, incarcéré le 10 janvier 1941 et condamné à 2 ans de prison et restitution de 500 francs escroqués par jugement n° 5 du 13 janvier 1941 du tribunal du premier degré de Lomé pour faux et usage de faux et escroquerie d'une somme de 500 francs.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant cinq ans, durée fixée par le jugement susvisé n° 157 du 25 novembre 1940 du tribunal du premier degré de Lomé, au nommé Amadou Iddi Kodo.

#### Licences

Par arrêté n° 368 A. E. du :  
7 juillet 1942. — Sont accordées pour l'année 1942 les autorisations supplémentaires de licences ci-après :

#### CERCLE DE LOMÉ

##### Licence de 3<sup>e</sup> classe :

Victorine Body Lawson	1 à Lomé
William Dorkounor	1 à Tsévié

#### Secours

Par décision n° 454 E. du :  
26 juin 1942. — Sont accordés les secours ci-après aux planteurs dont les noms suivent pour les dommages subis par leurs cocoteraies :

Félicio de Souza	1.095 francs
Charles Comlanvi	157 —
Kodjo Liggie	202 —
Antoni Ayavo	165 —
Frantz Mathey	431 —
Agbébavi Gamadékou	341 —
Dewonou Dotsey	408 —
Adawodu Ahodou	465 —

#### Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 361 A. E. du :  
2 juillet 1942. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire (1<sup>er</sup> trimestre 1942) des cotisations de la société indigène de prévoyance de Lama-Kara, arrêté à la somme de sept cent soixante quinze francs (775 frs.).

#### Subvention

Par décision n° 458 E. du :  
29 juin 1942. — Est accordée à la Légion Locale de Lomé, de la Légion Française des Combattants de l'Afrique Noire, une subvention de cinq mille francs (5.000 frs.).

#### Surveillance des prix

Séance du 23 Juin 1942

#### G. B. O.

Bénédictine en bouteille de 0,375 — La bouteille	44,30
Bénédictine en bouteille de 0,75 — La bouteille	79,50
Rhum «MARONI» — La bout. de 0,75 ctf.	59,70
Tulle de soie naturelle — Le mètre.	19,20
Buis ASST. réf. 4.056/14 — La douzaine	1,30
Buis ASST. réf. 4.056/17 — La douzaine	1,65
Buis ASST. réf. 1.284/14 — La douzaine	1,55
Buis ASST. réf. 1.284/18 — La douzaine	2,45

Banyule Bartissol Rancie — La bouteille	78,25
Bartissol Grenache — La bouteille	78,85
Bartissol Real vin. — La bouteille	74,70
Cognac HENNESSY 3 Etoiles — La bouteille	88,20
Cognac HENNESSY V. O — La bouteille	94,85
Cognac HENNESSY V. S. O. P. — La bout.	100,—
Marzell 3 Etoiles — La bouteille	87,35
Courvoisier — La bouteille	87,35

#### R. EYCHENNE

Farine lactée Nestlé — La boîte	17,—
---------------------------------	------

Séance du 30 Juin 1942

#### G. B. O.

Mouchoirs de tête en rayonne — La pièce	28,50
Couteaux de table — La douzaine	275,—
Couteaux de table — La pièce	23,20
Rasoir Bakalite — La pièce	14,50
Rasoir Métal — La pièce	17,—
Chaines de montre — La douzaine	295,—
Chaines de montre — La pièce	25,—
Peignes — La pièce	8,—
Aiguilles à coudre en paquets de 25 — Le paquet	12,—
Brillantine «RIFFIER» — Le flacon	16,45
Encastiques «RAYON d'OR» — La boîte	22,65
Cirage Noir «LE VER LUISANT» — La boîte	10,25
Lessive «ROSETTE» — La boîte de 1 kilo	10,45
Farine lactée — La boîte de 385 grammes	13,40
Byrrh «VIOLET» — La bouteille	41,50

#### VICTOR WILLIAM

Stylographe — La pièce	145,—
------------------------	-------

#### Cie F. A. O.

Vin rouge Algérie — Le litre nu	14,45
---------------------------------	-------

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de concours

##### Inspecteur auxiliaire de police

Un concours pour deux emplois d'inspecteur auxiliaire du cadre subalterne de la police aura lieu à Lomé dans les locaux de l'école primaire supérieure, les 17 et 18 août 1942, à partir de 7 heures 30 dans les conditions prévues par l'arrêté n° 158 du 11 mars 1933 (Journal officiel du Togo de 1933, page 180).

La liste des inscriptions sera close le 8 août 1942.

Peuvent participer à ce concours les sujets français et les originaires du territoire du Togo âgés de 18 ans au moins et de 30 ans au plus, titulaires du certificat de fin d'études complémentaires.

La hiérarchie de traitement et de classement de ce personnel est la même que celle du personnel du cadre des commis d'administration.

Pour tous renseignements s'adresser au bureau du personnel.



**Successions et biens vacants****ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LOMÉ**

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de la vacance présumée, KOUAKOU QUASHIE de Sokodé, individu en fuite après condamnation du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Sokodé.

Les personnes qui auraient des droits sur ses biens sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur soussigné.

Les créanciers sont également invités à produire leurs titres au curateur.

*Le curateur,*  
J. SERANT.

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855, concernant l'administration des successions et biens vacants,

Il est donné avis aux personnes intéressées de la vacance présumée des biens de LEGALL JOSEPH, sous-officier des troupes coloniales, hors cadres aux forces de police du Togo qui a quitté le Territoire à destination de la Gold-Coast.

Les personnes qui auraient des droits sur ses biens sont invitées à les faire connaître et à en justifier au curateur soussigné.

Les créanciers sont également invités à produire leurs titres au curateur.

*Le curateur,*  
J. SERANT.

**DOMAINES**

**Avis de demande d'immatriculation**  
*au livre foncier du Territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1199, déposée le 23 juin 1942 le sieur Thomas Quadjovie, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifiée une construction en dur, couverte en tôle, à usage d'habitation d'une contenance totale de 3 ares 26 centiares, situé à Lomé, quartier n° 6, cercle de Lomé, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par terrain à Ocloo, au sud par la route d'Anécho.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1200, déposée le 23 juin 1942 le sieur Laroche Georges Paul Emile, profession de pasteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme président du conseil d'administration des

missions évangéliques du Togo (ancienne mission de Brème), a demandé l'immatriculation au Livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 60 ares 45 centiares, situé à Tsévié, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, et borné au nord par terrain à Joseph Eklou Fighah, à l'est par la route d'Atakpamé, au sud par la route d'Aghatopé, à l'ouest par terrain à Clémence Ahonon et Dagnon.

Il déclare que ledit immeuble appartient audit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Restrictions du droit de propriété prévues par l'article 6 du décret du 28 février 1926.

Suivant réquisition, n° 1201, déposée le 27 juin 1942 le sieur Félicio de Souza, profession de planteur notable et propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 11 ares 78 centiares, situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé, et borné au nord par terrain à Adudo, à l'est par terrain à Esther Adakuvi Ahye, au sud par la rue Jean Bart, à l'ouest par la rue René Caillé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1202, déposée le 1<sup>er</sup> juillet 1942 le sieur Félix Atsu Tamakloe, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, co-propriétaire-administrateur des biens indivis, agissant tant en son nom personnel qu'en celui des autres co-propriétaires, savoir :

- 1<sup>o</sup> — Félix Atsu Tamakloe, 27 ans, demeurant à Lomé,
- 2<sup>o</sup> — Seth Tamakloe, 34 ans, demeurant à Takoradi,
- 3<sup>o</sup> — Constantin Tamakloe, 24 ans, demeurant à Lomé,
- 4<sup>o</sup> — Adjowoavi Tamakloe, 28 ans, demeurant à Kéta,
- 5<sup>o</sup> — Christine Tamakloe, 25 ans, demeurant à Dabala,
- 6<sup>o</sup> — Ernestine Tamakloe, 22 ans, demeurant à Tovéga,

a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain nu ayant la forme d'un polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance totale de 2 hectares 1 are 53 centiares, situé à Bagida, canton de Bagida, cercle de Lomé, et borné au nord par terrain à Dovi Djabaku, à l'est par terrain à Van-Lare, au sud par terrain à Tamakloe et Apaloo, à l'ouest par une route.

Il déclare que ledit immeuble appartient indivisément aux co-propriétaires sus-désignés et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
J. SERANT.

### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mercredi 19 août 1942 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, subdivision de Klouto, cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 hectare 81 ares 52 centiares, connu sous le nom de « Atakpamé-Kondji » et borné au nord par terrain à Andréas Boévi Lawson, à l'est et au sud par terrain au requérant, à l'ouest par un sentier, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Abbey Gaspard Tévi, employé de commerce domicilié à Palimé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 4 mai 1942, n° 1195.

Le mercredi 2 septembre 1942 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Devégo, canton de Bagida, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, planté de jeunes cocotiers, d'une contenance de 2 hectares 94 ares 06 centiares, et borné au nord par terrain à Akakpo Darah, à l'est par terrain aux nommés Sossou Aziaka et Mihesso Agbavito, au sud par terrain à Agbaleti, à l'ouest par terrain à Fangbedji Darah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dominique Comlavi Pedro de Souza, commis principal d'administration, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 27 mai 1942, n° 1196.

Le mardi 8 septembre 1942 à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Afagnan-Gbleta, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, d'une contenance de 10 hectares 26 ares, et borné au nord par

une route, à l'est par terrain à Adasso, au sud par terrain à Dotsé et la S. I. P., à l'ouest par une route, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboki Djogbessi, profession de cultivateur, demeurant à Afagnan-Gbleta, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 4 juin 1942, n° 1197.

Le lundi 14 septembre 1942 à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo-Kpoguédé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 8 hectares 80 ares 76 centiares, et borné au nord et à l'ouest par terrain à Koffi Bolouvi, à l'est par le lac Togo, au sud par terrain à John Atayi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amedjogbé Raphaël Kokou Mathias, employé de commerce, demeurant à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 18 juin 1942, n° 1198.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
J. SERANT.

### NECROLOGIE

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de France au Togo, a le profond regret de faire part du décès de Monsieur Louis THIERRY, surveillant de 4<sup>e</sup> classe des Travaux Publics du Togo, survenu à Sokodé le 16 Juillet 1942.